



Bulletin d'Information de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal



18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 823 81 24 • Fax : (221) 822 23 45

<http://dakar.usembassy.gov> • Numéro 83 • Août 2007

Les titres

Les Etats-Unis célèbrent leur indépendance dans la joie

Le Général William Ward à la tête de AFRICOM

Les Etats-Unis font leur entrée à l'Organisation de la Conférence Islamique

L'AGOA a généré des dizaines de milliers d'emplois en Afrique

L'agriculture peut être la clé de la diversification du commerce africain

Les racines sénégalaises, britanniques et amérindiennes de la Virginie

Des sidéens africains retrouvent espoir en l'avenir

L'USAID offre des milliers de manuels scolaires

Les Etats-Unis encouragent la venue des étudiants étrangers

Les Etats-Unis célèbrent leur indépendance dans la joie

Les Etats-Unis célèbrent la fête de leur indépendance le 4 juillet, journée de célébration patriotique et de réunions familiales dans tout le pays. Comme l'a dit John Adams, l'un des pères fondateurs des Etats-Unis, ce doit être « la grande fête anniversaire. Elle doit être célébrée comme la journée de libération (...) avec grand apparat et avec des défilés ainsi qu'avec des spectacles, des jeux, des sports, des fusils, des cloches, des feux de joie et des illuminations, d'un bout à l'autre de notre continent, maintenant et à jamais ».

La fête de l'Indépendance est une grande occasion civique, qui repose sur la tradition anglo-américaine de la liberté politique.

Des feux d'artifice ont lieu un peu partout dans le pays. A New York, le grand magasin Macy's organise depuis trente ans un feu d'artifice le 4 juillet. En 2005, trente-cinq mille pièces d'artifice ont jailli de sept bateaux situés dans l'« East River » et dans le port de New York pour éclater pendant trente minutes au-dessus de la ville.

.../...



Mme Janice Jacobs, ambassadeur des E.-U. à Dakar en compagnie de M. Souleymane Ndiaye, Ministre d'Etat lors de la célébration de l'indépendance des Etats-Unis



.../...

Au Sénégal, l'Ambassade américaine a célébré le 3 juillet, le 231^{ème} anniversaire de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique. S. E. l'Ambassadeur Janice Jacobs en a présidé les festivités en compagnie de M. Souleymane Ndéné Ndiaye, Ministre d'Etat, Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature (à cette date), en présence de la communauté américaine et de nombreux invités.

Nous vous proposons, ci-après, le discours prononcé par l'Ambassadeur Jacobs au cours de cette cérémonie :

« Au nom de l'ambassade des Etats-Unis à Dakar et au nom du président George W. Bush, je voudrais vous remercier d'être venus ici ce soir vous joindre à nous pour célébrer le 231^{ème} anniversaire de la signature de la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis – qui constitue une affirmation éclatante que les gouvernements doivent tirer leur pouvoir du consentement des gouvernés.

Dans le monde du vingt-et-unième siècle, défini par la démocratisation et la globalisation, on peut facilement oublier quel document révolutionnaire fut la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis. Le principe alors audacieux selon lequel « tous les hommes naissent égaux » et ont des « droits inaliénables », notamment les droits à « la vie, la liberté et la poursuite du bonheur », a non seulement abouti à une guerre sanglante, mais a également changé le cours de l'histoire. Ce fut le début d'une expérience historique qui se

poursuit encore, basée sur une foi inébranlable dans le caractère sacré de l'individu et dans la force qui émane de l'unité forgée dans la diversité.

Le Sénégal, pays relativement jeune avec ses propres racines et traditions qui s'inscrivent dans l'histoire, est également partie prenante dans cette expérience. Avec les élections présidentielles et parlementaires qui se sont déroulées récemment et la mise en place d'un nouveau gouvernement, le Sénégal est prêt à faire encore de grands pas dans la construction d'une économie prospère, reposant sur les fondations du développement durable et des libertés démocratiques. Nos deux pays savent que la démocratie n'est pas un événement ponctuel. Il s'agit d'un processus continu, qui nécessite non seulement l'encadrement des chefs d'état et de gouvernement, mais également la participation active et individuelle des citoyens.

Mais le Sénégal et les Etats-Unis ont bien plus en commun. Nos peuples sont issus de la diversité, ils sont dynamiques, créatifs et pleins de ressources. Nos deux pays occupent des positions de leaders et font des contributions précieuses à la communauté mondiale. Comme les Etats-Unis, le Sénégal est connu pour son rôle de médiation des conflits régionaux et de contribution aux missions de maintien de la paix. Nous partageons également une croyance profondément ancrée dans la tolérance religieuse et la compréhension interconfessionnelle. En fait, la liberté de culte est la toute première protection offerte par notre Charte des droits.

Comme vous le savez tous, Dakar s'apprête à organiser le prochain sommet de l'Organisation de la Conférence Islamique, auprès de qui les Etats-Unis ont le statut d'observateur. La semaine dernière, le président Bush a annoncé qu'il désignerait un envoyé spécial auprès de l'OCI. Cet envoyé sera à l'écoute des représentants des pays musulmans et sera chargé de promouvoir nos intérêts, dans le cadre d'un dialogue respectueux et de liens d'amitié solidement ancrés.

Sur la base de ces valeurs communes, les Etats-Unis et le Sénégal travaillent ensemble sur plusieurs fronts, comme la promotion du renforcement des échanges commerciaux et la lutte contre les fléaux mondiaux du VIH/SIDA, de la traite des personnes et du terrorisme international. Nous travaillerons ensemble pour lutter contre le problème grandissant des drogues qui font l'objet de trafic dans la région. Nous soutenons également fermement les efforts du gouvernement



Mme Jacobs prononçant son discours

pour aboutir à une paix durable en Casamance, afin que toutes les régions du Sénégal puissent grandir et prospérer pour le plus grand bénéfice du pays tout entier.

Notre relation avec le Sénégal est basée sur le partenariat, pas sur le paternalisme. Pour reprendre les mots de la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, « notre but est d'utiliser le pouvoir de la diplomatie américaine pour aider les citoyens étrangers à améliorer leurs propres vies, à bâtir leurs propres pays et à transformer leur propre avenir ».

L'aide du gouvernement américain à l'Afrique a été multipliée par trois au cours de ces cinq dernières années et le montant total de notre aide au Sénégal s'est élevé à 55 millions de dollars en 2006. La visite à Dakar le mois dernier de la Première Dame des Etats-Unis Laura Bush a non seulement apporté la preuve de l'étroitesse des liens entre nos deux pays, mais a également souligné notre engagement à soutenir les efforts du Sénégal pour assurer son futur à travers la santé publique et l'éducation.

Mais l'aide ne suffit pas à elle toute seule. Le commerce et l'investissement sont tout aussi importants pour l'avenir du Sénégal. A travers le Millenium Challenge Corporation, nous continuons à travailler avec le gouvernement du Sénégal à la conclusion d'un accord Compact dans le cadre de la construction de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio, une modernisation des infrastructures qui recèle la promesse de réduire la pauvreté, attirer les investisseurs, renforcer les échanges commerciaux régionaux et internationaux et créer de nouveaux emplois.

La Loi sur la croissance et les opportunités, communément appelée AGOA, a pour objectif de promouvoir l'accroissement des échanges commerciaux et des investissements entre les Etats-Unis et l'Afrique, en offrant des préférences commerciales à sens unique aux pays qui remplissent certains critères dans le domaine de la démocratie, de la bonne gouvernance et de l'ouverture économique. Et par le biais de notre Centre pour le commerce en Afrique de l'Ouest de Dakar, financé par l'USAID, nous travaillons avec les entreprises locales et d'autres acteurs, pour aider le Sénégal à profiter pleinement sur le plan économique de son emplacement stratégique en tant que centre régional et porte d'accès du continent africain.

Je pourrais citer d'autres exemples de l'étroite coopération existant entre nos deux pays, mais je voudrais faire un

commentaire personnel avant de conclure : je m'apprête à quitter le Sénégal en tant qu'ambassadeur des Etats-Unis à la fin du mois pour occuper les fonctions de sous-secrétaire d'Etat adjointe chargée des Affaires consulaires à Washington, D.C.

Pendant la durée de mes fonctions au Sénégal, j'ai beaucoup voyagé à travers le pays et j'ai été impressionnée et parfois étonnée de l'énergie et de la générosité du peuple sénégalais. Je voudrais adresser des remerciements personnels à un grand nombre d'entre vous présents ici ce soir pour votre hospitalité, votre perspicacité et vos conseils. En tant que diplomate et en tant que citoyenne américaine, j'ai été honorée et touchée par le fait que vous acceptiez de me laisser pénétrer vos points de vue, vos vies, vos entreprises, vos familles et vos maisons.

Je dois dire que je ressens une certaine tristesse à l'idée de m'en aller bientôt, mais je pars avec un grand sentiment de fierté devant les relations fructueuses et durables qui existent entre nos deux pays. Je suis également pleine d'espoir pour le peuple du Sénégal, un pays généreux et ambitieux qui a beaucoup à offrir au monde.

Le 4 juillet donne aux Américains le temps de réfléchir aux sacrifices faits par un si grand nombre de personnes pour garantir les libertés auxquelles nous attachons aujourd'hui un tel prix. Tandis que les Etats-Unis s'apprêtent à célébrer les bienfaits de la démocratie, je rends hommage non seulement aux patriotes américains passés et présents, mais également au peuple et au gouvernement sénégalais pour leur engagement commun envers les idéaux de paix, de justice et d'état de droit».



Mme Janice Jacobs et M. souleymane Ndéné Ndiaye en compagnie de dignitaires religieux

Le Général William Ward à la tête de AFRICOM

Le président Bush a nommé, le 10 juillet, le général William Ward à la tête du nouveau centre de Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) qui sera chargé de coordonner le soutien du gouvernement des États-Unis aux pays du continent africain.

Le général Ward est actuellement chef adjoint du Commandement des Etats-Unis pour l'Europe (EUCOM), où il supervise les activités quotidiennes des forces armées américaines dans 92 pays, y compris la majorité des pays africains.

C'est en février que M. Bush a annoncé la création de AFRICOM. Cette structure s'occupera de coordonner la coopération entre les États-Unis et les pays africains en matière de sécurité, tout en consolidant le soutien du gouvernement des États-Unis aux pays qui sont leurs partenaires.

L'aide humanitaire et l'aide en matière de santé et de développement seront des éléments importants de la mission



Le Général William Ward

de AFRICOM. Il est prévu que son siège soit doté de deux chefs adjoints : un ambassadeur du département d'Etat pour les affaires civiles et militaires et un officier supérieur pour les opérations militaires.

Selon les plans actuels, le personnel de AFRICOM devrait se composer de spécialistes du département d'Etat, de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et d'autres organismes fédéraux qui sont actuellement en relation avec leurs partenaires africains.

En vertu de la Constitution des Etats-Unis, le Sénat doit entériner la nomination du général Ward avant qu'il puisse occuper ses nouvelles fonctions. Les travaux de la commission sénatoriale compétente en la matière et les auditions publiques annuelles du Congrès sur le statut de AFRICOM devraient attirer l'attention sur la politique africaine du gouvernement des Etats-Unis. Jusqu'ici, c'est le Commandement des Etats-Unis pour l'Europe qui coordonne les activités militaires des Etats-Unis dans la plupart des pays africains.

L'ouverture du siège de AFRICOM devrait avoir lieu en octobre, mais il ne devrait être pleinement opérationnel qu'en octobre 2008. L'équipe de transition de AFRICOM a actuellement pour base le centre de Commandement pour l'Europe qui se trouve à Stuttgart. Selon de hauts responsables, une partie ou l'ensemble des bureaux du siège de ce nouveau centre de commandement devraient être situés dans un ou plusieurs pays africains. Le ministère de la défense a exprimé son désir que le nouveau chef de AFRICOM se rende sur le continent africain dès que le Sénat aura entériné sa nomination.

Dans le communiqué de presse qu'il a diffusé le 10 juillet, ce ministère indique : « Le but du Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique est de contribuer au renforcement des capacités des pays africains et des organisations africaines. »

Le général Ward fait partie de l'armée de terre depuis 1971. De mars à décembre 2005, il a occupé les fonctions de coordonnateur en matière de sécurité en ce qui concerne Israël et l'Autorité palestinienne. Il a également été à la tête de la force de stabilisation de l'OTAN en Bosnie et a commandé une brigade d'infanterie en Somalie au début des années 1990. En outre, il a occupé des fonctions à l'ambassade des Etats-Unis en Egypte et commandé, au début de sa carrière militaire, une compagnie d'infanterie en Corée du Sud.

Les Etats-Unis font leur entrée à l'Organisation de la Conférence Islamique

A l'occasion du cinquantième anniversaire, le 27 juin, du Centre Islamique de Washington, le président Bush a prononcé une allocution dont le grand thème était l'intérêt que les Etats-Unis portaient à l'Islam.

Il a annoncé son intention de nommer auprès de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) un envoyé spécial des Etats-Unis qui serait chargé d'écouter les délégués des pays musulmans et de leur faire part des vues des Etats-Unis.

Cette nomination est destinée à montrer aux pays musulmans l'intérêt que les Américains portent à « un dialogue respectueux et à une amitié durable ». Ce sera la première fois qu'un président des Etats-Unis nomme un envoyé auprès de l'OCI.

Par ailleurs, M. Bush a réaffirmé l'engagement des Etats-Unis en faveur du processus de paix au Proche-Orient. « Nous travaillerons l'avènement d'une Palestine démocratique vivant côte à côte et en paix avec Israël. », a-t-il dit.

Le cinquantenaire de la mosquée de Washington constitue une occasion de célébrer « la diversité des religions aux Etats-Unis » et l'unité du pays en tant que peuple libre, a-t-il souligné tout en citant la maxime du grand poète musulman Rumi qui a dit : « Les lampes sont différentes, mais la lumière est la même ».

L'emplacement de la mosquée, le long de la même avenue où se trouvent des églises chrétiennes, une synagogue et un temple bouddhiste, illustre « une société où les gens peuvent vivre et prier comme ils l'entendent sans qu'on les intimide ».

L'Imam du Centre Islamique de Washington, M. Abdullah Khouj, a présenté le président en faisant état de la tolérance et de la liberté religieuse qui régnaient aux Etats-Unis et en rappelant l'allocution qu'un autre président des Etats-Unis avait prononcée en ces lieux.

Lors de l'inauguration de la mosquée en 1957, le président Dwight Eisenhower avait alors déclaré qu'il s'agissait de l'un des plus beaux bâtiments de Washington et que les Etats-Unis lutteraient de toute leur force pour défendre le droit des musulmans d'avoir leur propre mosquée et prier conformément à leur conscience.

Cinquante ans plus tard, M. Bush s'est fait l'écho de ces propos. « La liberté de prier, a-t-il dit, est si essentielle pour les Américains que nous avons tendance à nous estimer visés lorsque d'autres personnes sont privées de cette liberté. »



Le Président Bush prononçant son discours au Centre Islamique de Washington.

Déclarant que la plus grande difficulté consistait à aider les modérés à remporter la lutte contre l'extrémisme, M. Bush a condamné les extrémistes et la façon dont ils présentaient, sous un faux jour, l'Islam et la politique des Etats-Unis. « Cet ennemi, a-t-il dit, prétend à tort que les Etats-Unis sont en guerre contre les musulmans et la religion musulmane, alors qu'en fait ce sont ces extrémistes qui sont les véritables ennemis de l'Islam ».

Le président s'était rendu au Centre Islamique peu de temps après les attentats du 11 septembre 2001 et avait alors parlé de l'importance de la communauté musulmane aux Etats-Unis.

L'ampleur de l'aide des Etats-Unis aux pays musulmans lorsqu'ils sont en proie à une catastrophe constitue un signe de l'amitié qu'ils portent aux musulmans, a-t-il dit en faisant état des secours envoyés après des séismes en Iran et au Pakistan ainsi qu'après le tsunami de décembre 2004 en Indonésie et en Malaisie.

« Notre pays a défendu les musulmans en Bosnie et au Kosovo après le démembrement de la Yougoslavie. À l'heure actuelle, nous mobilisons le monde pour faire face au génocide au Soudan », a-t-il dit.

M. Bush a réaffirmé l'engagement des Etats-Unis en faveur des jeunes démocraties du monde musulman et déclaré : « Un avenir démocratique n'est pas un plan imposé par les pays occidentaux, c'est un avenir que les gens de la région saisiront pour eux-mêmes ». Les Etats-Unis, a-t-il dit en conclusion, « tendent leur main en signe d'amitié ».



L'AGOA a généré des dizaines de milliers d'emplois en Afrique

Les échanges commerciaux effectués dans le cadre de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA) continuent de créer des dizaines de milliers d'emplois qui permettent à d'innombrables Africains d'améliorer leur sort, ont déclaré plusieurs spécialistes, le 12 juillet, aux membres de la sous-commission des affaires africaines de la Chambre des représentants.

Promulguée en 2000, cette loi a ouvert l'accès au marché américain à 6.000 produits, qui vont du pétrole et du gaz naturel aux produits agricoles et aux textiles. Le président Bush a promulgué en 2002 et en 2004 deux autres textes de loi qui élargissent les dispositions de l'AGOA aux pays désireux d'entreprendre des réformes économiques. À ce jour, 38 pays peuvent bénéficier des avantages offerts par l'AGOA.

Cette mesure qui vise à favoriser le développement de l'Afrique subsaharienne a remporté un vif succès, a souligné la représentante adjointe des Etats-Unis au commerce extérieur avec l'Afrique, Mme Florizelle Liser. « L'AGOA continue d'avoir des effets énormes sur les échanges entre les Etats-Unis et l'Afrique ainsi que sur le développement du continent africain », a-t-elle déclaré.

S'adressant aux parlementaires peu de temps avant le Sixième forum annuel de l'AGOA, qui a eu lieu à Accra les 18 et 19 juillet, et auquel elle a participé, Mme Liser a expliqué que les exportations des pays bénéficiaires de l'AGOA avaient atteint 44,2 milliards de dollars en 2006, soit cinq fois plus qu'en 2001, première année de l'entrée en vigueur de cette loi.

La croissance de ces échanges, a-t-elle précisé, « s'est traduite par des milliers de nouveaux emplois dans certains des pays les plus pauvres d'Afrique et par des millions de dollars de nouveaux investissements dans cette partie du monde ».

Pour sa part, le secrétaire général adjoint du COMESA (Marché commun d'Afrique orientale et australe), M. Sindiso Ngwenya, a loué le « rôle crucial » que jouait l'AGOA dans le renforcement des relations commerciales entre les Etats-Unis et l'Afrique et dans la création d'une base solide pour le dialogue au niveau politique entre les Etats-Unis et les pays pouvant bénéficier des avantages de l'AGOA en matière de commerce.

« L'AGOA s'est révélée être une initiative américaine capitale en matière de croissance économique et de réduction de la pauvreté en Afrique. Les extraordinaires progrès que nous avons réalisés jusqu'ici grâce à l'AGOA ont permis de créer de nombreux emplois et de susciter d'importants investissements en Afrique », a-t-il dit.

Sans nier les « énormes gains » enregistrés dans les échanges américano-africains depuis l'entrée en vigueur de l'AGOA, il a cependant regretté qu'une trop grande partie de ces échanges continue à relever du secteur énergétique.

En 2006, les exportations de pétrole et de gaz naturel africains aux Etats-Unis ont constitué 82 % de l'ensemble du commerce effectué dans le cadre de l'AGOA.

Ce fort pourcentage inquiète aussi le président de la sous-commission des affaires africaines, M. Donald Payne, qui a exprimé le vœu que les produits exportés soient diversifiés et qu'ils comprennent notamment des produits agricoles, étant donné leur rôle « crucial pour la croissance, la stabilité et le développement en Afrique ».

Faisant observer que la diversification des produits offerts à l'exportation serait l'un des thèmes clés du prochain forum de l'AGOA, Mme Liser a précisé que des initiatives dans ce sens faisaient partie de l'Initiative en faveur de la compétitivité des entreprises africaines dans le monde lancée par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) en 2006.

Dans le cadre de cette initiative, a-t-elle précisé, la Commission des Etats-Unis pour le commerce international « examine les facteurs qui influent sur le commerce africain dans les secteurs clés autres que pétroliers ».

Cette commission va se pencher sur les obstacles à la croissance, notamment en matière d'infrastructure, auxquels se heurtent divers secteurs, notamment les produits agricoles (noix de cajou, beurre de cacao et fleurs coupées), la pêche, les textiles, les services financiers et le tourisme.

Cette étude, a indiqué Mme Liser, fera partie des plans stratégiques que les ministres africains du commerce doivent élaborer pour tirer le meilleur parti possible des avantages de l'AGOA.

L'agriculture peut être la clé de la diversification du commerce africain

L'un des principaux objectifs de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA) est d'aider les pays d'Afrique subsaharienne à diversifier leur économie, c'est-à-dire à ne plus tant compter sur les exportations de pétrole et de gaz naturel et à privilégier les exportations de produits agricoles.

« Nous sommes ici pour faire en sorte que l'agriculture travaille pour les Africains et pour leur économie », a déclaré à la presse, le 17 juillet, un responsable du ministère américain de l'agriculture, M. Mark Keenum, à l'occasion du sixième forum annuel de l'AGOA, qui s'est tenu à Accra les 18 et 19 juillet.

Les chocolats et les ananas du Ghana, les fleurs coupées d'Ouganda et les agrumes d'Afrique du Sud sont certains des produits qui figurent sur la liste des quelque 6.000 articles pouvant être exportés en franchise de droit de douane aux États-Unis en vertu de l'AGOA, loi commerciale adoptée par le Congrès en 2000.

Si les exportations de produits agricoles sont encore faibles par rapport à celles de pétrole et de gaz, elles augmentent régulièrement et entraînent la création de nombreux emplois, a indiqué M. Keenum.

L'AGOA, a-t-il expliqué, a permis de renforcer les échanges entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne. Ceux-ci ont atteint le chiffre record de 71 milliards de dollars en 2006, année où les exportations africaines aux États-Unis ont augmenté de 17 % et ont atteint à 59,2 milliards de dollars. Les exportations de produits agricoles africains, pour leur part, ont augmenté de 33 % et ont atteint 360,8 millions de dollars, mais n'ont représenté que moins de 1 % de l'ensemble des exportations, alors que les exportations de pétrole et de gaz ont constitué plus de 80 % de l'ensemble des exportations africaines à destination des États-Unis dans le cadre de l'AGOA.

Si le secteur énergétique génère des recettes pour les États africains, il crée bien moins d'emplois que l'agriculture et, a indiqué M. Keenum, il est souvent la proie de la corruption.

Pour nombre de spécialistes du développement et du commerce, notamment le président de la sous-commission des affaires africaines de la Chambre des représentants, M. Donald Payne, ces chiffres sont troublants. Ce déséquilibre, estiment-ils, compromet les efforts visant à réduire la pauvreté entrepris dans le cadre de l'AGOA.

« Le meilleur moyen de relever le niveau de vie des pauvres en Afrique, notamment des femmes et des enfants, c'est d'encourager la croissance du secteur agricole et d'autres secteurs dans les zones rurales où la majorité de la population vit et travaille », avait souligné le secrétaire général adjoint du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) devant la sous-commission dont M. Payne est le président.

Après avoir reconnu que le pétrole et le gaz naturel étaient les deux produits dominants des échanges entre l'Afrique et les États-Unis, M. Keenum a fait remarquer que des exemples tels que la décision de la société Cargill de construire au Ghana une usine de transformation du cacao, qui coûtera 70 millions de dollars, montraient qu'il était possible d'inverser cette tendance.

L'usine Cargill, a-t-il précisé, pourrait produire jusqu'à 120.000 tonnes de beurre de cacao, de poudre de cacao et de liqueur de cacao. Ces investissements contribueront à la prospérité de la population locale grâce aux emplois qu'ils créeront.

Pour sa part, le ministre ghanéen du commerce, de l'industrie et du développement du secteur privé, M. Alan Kyerematen, a déclaré que « la possibilité d'exporter plus de 6.400 produits en franchise de douane, sans contingent, vers le marché de consommateurs le plus important du monde (...) devrait être un encouragement suffisant pour que chaque pays africain s'efforce de produire sur une grande échelle tout un éventail de produits destinés à l'exportation ».

Et d'ajouter : « Après tout, créer des emplois, gagner des devises étrangères et accroître en conséquence le niveau des revenus, en particulier pour les gens défavorisés et vulnérables, c'est cela réduire la pauvreté. »

De l'avis de M. Keenum, le gouvernement ghanéen, qui accueille le Forum de l'AGOA cette année, a fait « un excellent travail en organisant une conférence novatrice qui rassemble des responsables politiques, des hommes d'affaires, des universitaires et des représentants d'organisations internationales » et qui reflète ainsi la diversité du marché mondial.

Les États-Unis, a-t-il ajouté, ne doutent pas que le Ghana continuera à être un exemple important pour le reste du continent africain en raison des réformes politiques et économiques qu'il a entreprises et des progrès qu'il a réalisés dans ces domaines.



Les racines sénégalaises, britanniques et amérindiennes de la Virginie

Le Festival des traditions populaires, organisé chaque année par l'institution Smithsonian, a été cette année l'occasion d'explorer les racines amérindiennes, africaines et anglaises de la Virginie. Les organisateurs du festival ont tiré parti de l'attention particulière dont bénéficie cet Etat qui célèbre cette année le 400e anniversaire de la fondation de Jamestown, la première colonie anglaise permanente créée en Amérique du Nord.

Ont participé au festival, qui a pris fin le 8 juillet, des artisans et des agriculteurs venus du Sénégal, d'où provenaient les premiers esclaves africains, et du comté du Kent (Angleterre), d'où sont venus les premiers colons de Jamestown. Il y avait également des représentants des huit dernières tribus indiennes de la Virginie. Il s'agissait de montrer l'influence de ces trois groupes sur la vie des habitants de l'Etat actuel de la Virginie.

Par exemple, les célèbres cacahuètes de la Virginie proviennent de plantes apportées par les esclaves. Non loin d'agriculteurs sénégalais qui expliquaient la culture de l'arachide, l'éleveur virginien Sam Edwards montrait aux visiteurs comment sa famille salait et fumait des jambons depuis des générations.

Amy Ritchie, qui a aidé à organiser l'exposition intitulée « Les racines de la Virginie », a évoqué la longue histoire et les paysages variés de l'Etat. « Nous avons des montagnes et des plages, et les traditions qui les accompagnent et qui se mélangent pour former ce qui est aujourd'hui la Virginie. »



Fatou Wade, potière, au festival des traditions populaires. Elle utilise des techniques bien connues également en Virginie

C'est ce mélange de traditions qui a abouti à des innovations musicales telles que le « bluegrass », qui est une combinaison de chansons d'origine écossaise et irlandaise accompagnées au banjo, instrument apporté d'Afrique.

« Vous pouvez observer un forgeron anglais et son homologue africain. Ils travaillaient alors de façon différente, mais ils ont appris les uns des autres », a dit Linda Stanier, une bénévole du festival.

Membre de la tribu Monacan de Virginie, Karenne Wood a fait une démonstration de broderie perlée et d'enfilage de perles. Un collier de toutes petites perles, qui peut prendre des semaines à confectionner, était souvent offert en signe de respect et d'amitié.

« Dans notre tradition, les perles sont considérées comme des objets spirituels parce qu'elles réfléchissent la lumière. Les objets brillants ont une signification particulière, et une fonction très décorative. » Elle a précisé que, traditionnellement, les Indiens n'avaient pas de mot pour « art ». « On faisait de belles choses parce que c'était une obligation vis-à-vis de la matière avec laquelle on travaillait. On cherchait à faire quelque chose de très beau, mais on ne pensait pas à faire de l'art. »

Un artisan du comté de Kent, Keith Hill, a démontré l'art traditionnel anglais de la création de vitraux semblables à ceux qui ont décoré les premières églises de la Virginie. Après avoir montré comment on courbait les baguettes souples de plomb dans lesquelles on insérait les morceaux de verre, il a présenté la photographie d'un morceau de vitrail découvert lors de fouilles réalisées sur le site d'une colonie américaine du XVIIe siècle. On pouvait y distinguer le nom de l'artisan, qui était le même que celui qui figure sur les baguettes de plomb que l'on trouve en Angleterre.

Sam Edwards considère le fait d'avoir été invité à participer au festival comme un honneur. Il est d'avis que cette manifestation pourrait contribuer à des innovations culturelles. « Le soir, après la fermeture du festival, nous nous retrouvons à l'hôtel, et les musiciens des différentes régions qui y sont représentées improvisent sur leurs instruments. Ainsi cette année nous avons des gars de la Chine, du Cambodge, du Vietnam et des montagnes de la Virginie. Et il y a des gars venus de l'Irlande qui chantent des chansons sur le whisky. J'ai hâte de voir ce que ça va donner ce soir. »

Un centre d'aide au Sénégal apporte un soutien aux séropositifs

Non loin de Saint-Louis, M. Mbaye marche dans une rue poussiéreuse et entre dans un bâtiment d'apparence banale, qui pourrait passer pour une habitation. À l'intérieur, une activité intense règne car il s'agit du seul centre d'aide aux séropositifs dans toute la moitié nord du Sénégal.

« L'opprobre dont les séropositifs font l'objet constitue un véritable problème. Les gens ne veulent pas que l'on sache qu'ils ont le virus, et nous tentons actuellement d'entamer un dialogue et d'y faire participer tout le monde » explique M. Mbaye, qui est à la tête de ce centre. « Nous comptons bientôt acheter une grande pancarte que nous placerons sur la porte pour que tout le monde sache que c'est ici qu'il faut venir pour se renseigner sur le sida ou pour recevoir une aide à ce sujet. »

Grand, mince et souriant, M. Mbaye est vêtu d'une tenue traditionnelle d'un bleu éclatant et respire une autorité imperturbable. Le centre dont il est le responsable se compose d'un petit entrepôt où l'on garde des lentilles et de l'huile végétale, d'une cuisine minuscule, de deux salles de réunion, d'un bureau et d'une chambre pour les visiteurs.

C'est l'association américaine à but non lucratif « Counterpart International » qui fournit des denrées alimentaires ainsi que les fonds nécessaires à l'achat d'ingrédients locaux supplémentaires, de meubles et de fournitures de bureau, dans le cadre du programme Des vivres pour la paix de l'Agence pour le développement international des États-Unis (USAID).

« Nous espérons créer, dit M. Mbaye, un centre complètement opérationnel qui puisse fournir aux jeunes notamment des films ou des fiches de renseignement, ainsi que des repas communaux et l'occasion de se faire des amis. C'est un problème avec lequel nous vivons tous les jours. C'est notre responsabilité. »

Auparavant, M. Mbaye a occupé les fonctions de chimiste pendant dix ans jusqu'au jour où son patron découvrit qu'il était séropositif et le licencia. Il a ouvert le centre dans sa maison en 2001 et l'a ensuite transféré dans le bâtiment actuel fourni par l'administration sénégalaise.

« La plupart des gens qui viennent au centre le font parce que leurs symptômes commencent déjà à se manifester et qu'on leur a parlé de ce que nous faisons », explique le

comptable du centre, qui est lui-même séropositif.

Il s'ensuit, selon lui, que les seules personnes qui vont au centre sont celles qui ont les moyens de se rendre à l'hôpital pour un diagnostic et qui sont donc prêtes à suivre un traitement au lieu de cacher leur maladie.

M. Mbaye compte informer davantage la population sur le sida. Il aimerait, par exemple, inviter des jeunes à regarder ensemble un match de football à la télévision et entamer ensuite une discussion sur la prévention de cette maladie. Il a déjà remarqué une augmentation du nombre de participants aux réunions organisées à l'intention des conjoints de personnes séropositives.

« C'est en faisant participer les gens et en les incitant à parler de cette question que nous pourrions prévenir la propagation du sida et que nous pourrions aussi apporter un plus grand soutien aux personnes qui sont déjà séropositives », dit-il.



Mme Bush et sa fille Jenna lors de leur visite au micro-jardin du centre de traitement ambulatoire de l'hôpital Fann

A la soif de connaissances des élèves, l'USAID répond avec des milliers de manuels scolaires

Les jeunes élèves de l'école primaire de Khar Yalla de Dakar étaient tout impatients de prendre possession de leurs nouveaux manuels de sciences et langue. Quelques minutes seulement après avoir ouvert leur livre et lu un passage, ils levèrent tous frénétiquement la main, scandant « Madame, Madame », et claquant les deux doigts pour mieux attirer l'attention de la maîtresse et répondre à sa question, comme s'ils avaient du mal à se lever de leurs étroits tables-bancs.

Il faut dire que c'était un grand jour pour eux et leur école. En effet, les livres, objet de tant d'excitation, faisaient partie

d'un premier lot de 225.000 livres donnés par l'USAID aux 6000 écoles primaires du Sénégal dans le cadre de l'Initiative du Président des Etats-Unis pour l'Education en Afrique.

En juin 2004, le Sénégal avait reçu 270.000 livres de lecture dans le cadre de la même Initiative. Des malles pédagogiques avaient été remises aux écoles primaires et collèges de toutes les régions, chacune contenant au moins 15 livres que les enseignants et élèves peuvent emprunter pour quelques jours. Un total de 600.000 livres sera livré au Sénégal d'ici à la fin du programme en 2008.



Des élèves de l'école de Khar Yalla

L'Initiative Manuels scolaires s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme d'appui au système éducatif sénégalais. Depuis 2003, l'USAID et ses partenaires, en collaboration avec le Ministère de l'Education, ont construit ou réhabilité 30 collèges ruraux, et aidé à améliorer la qualité de l'environnement d'enseignement et d'apprentissage, à travers l'exécution de programmes nationaux de formation des professeurs et principaux des collèges publics et privés.

L'USAID aide aussi les filles à achever leur cycle secondaire, dans le cadre d'un partenariat entre l'USAID/Sénégal et la Fondation SONATEL, pour l'offre de bourses d'études à 300 filles sur cinq ans. D'autre part, l'USAID travaille avec Microsoft pour équiper les écoles d'ordinateurs connectés à l'internet, et former les enseignants et les élèves à l'utilisation de ces outils.



STATE ALUMNI
YOUR GLOBAL COMMUNITY

Si vous avez déjà bénéficié d'un programme d'échange, d'une bourse d'étude ou d'un stage de formation aux U.S.A octroyés par l'Ambassade des Etats-Unis ou par l'USAID, le Bureau des Affaires Publiques vous invite à rejoindre le **Alumni Association** (l'Association des Anciens Boursiers).

En devenant membre du Alumni Association, vous avez la possibilité d'explorer le site web des Alumni qui regroupe les anciens boursiers du monde entier.

La communauté Alumni vous donne la possibilité de :

- garder le contact avec les autres participants de votre programme d'échanges ainsi que vos hôtes aux Etats-Unis ;
- partager des idées avec les autres Alumni qui représentent 150 pays et tous les Programmes d'échanges du Gouvernement Américain ;
- faire des recherches dans votre profession et de trouver des informations dans l'amélioration de votre carrière ;
- participer à des discussions en direct avec des leaders et experts de ce monde

Pour plus de détails, prière contacter: **Kiné Diakhaté Sow** - Alumni Coordinator - E-mail: Diakhatefk@state.gov

Merci de votre enthousiasme !

Les Etats-Unis encouragent la venue des étudiants étrangers

Les Etats-Unis souhaitent multiplier, pour les étudiants étrangers issus de milieux défavorisés, les possibilités de venir étudier dans des universités américaines, a déclaré un responsable du Bureau des affaires éducatives et culturelles au département d'État, M. Thomas Farrell, le 29 juin, lors d'une séance de travail d'une sous-commission de la Chambre des représentants.

M. Bill Delahunt, représentant démocrate du Massachusetts qui présidait la séance, a déclaré que les États-Unis devaient faire savoir qu'il était maintenant plus facile d'obtenir un visa d'étudiant. Le nombre de ces visas délivrés durant l'année budgétaire 2006 a en effet augmenté de 15 %, atteignant le chiffre record de 591.050.

M. Delahunt a affirmé qu'il était dans l'intérêt des Etats-Unis d'ouvrir les portes de leurs établissements d'enseignement supérieur à de jeunes étrangers susceptibles de devenir par la suite des partenaires dans le règlement des grands dossiers mondiaux, voire de prendre l'initiative dans certains domaines.

Les étudiants étrangers ont en outre l'occasion de voir la véritable image des États-Unis, qui est différente de celle qui est montrée dans les journaux télévisés du soir.

Cependant, ce ne sont pas les visas, mais le coût des études supérieures, qui constitue le principal obstacle à surmonter pour les étudiants étrangers, a fait remarquer M. Farrell. A l'heure actuelle, 78 % de ces étudiants comptent sur leur famille et leurs ressources personnelles pour payer leurs études. Un autre obstacle est la maîtrise imparfaite de l'anglais, particulièrement chez les étudiants venant de milieux défavorisés.

Il importe, selon lui, de fournir la possibilité de poursuivre leurs études à des jeunes issus de milieux divers, notamment aux personnes de sexe féminin, à des membres de minorités et à ceux qui sont désavantagés sur le plan financier.

Le département d'État dispose de nombreux programmes visant à favoriser l'apprentissage de l'anglais à l'étranger et à attirer plus d'étudiants aux États-Unis, par exemple l'initiative pilote Opportunity Grants. Celle-ci couvre certaines dépenses telles que les droits d'inscription dans une université et les frais de transport pour les étudiants qui, autrement, ne pourraient pas se permettre d'accepter des bourses d'étude offertes par diverses institutions américaines.

M. Farrell a souligné que les universités, les entreprises et les établissements à but non lucratif avaient tous intérêt à promouvoir les États-Unis comme « destination de premier choix » des étudiants et des chercheurs étrangers.

De nombreux établissements universitaires américains ont le mérite de tendre la main aux étudiants étrangers par le biais de bourses, de dons et de prêts, et du partage des coûts avec les pouvoirs publics. « Sans le partenariat de longue date entre le département d'État et les universités, le programme Fulbright tel que nous le connaissons aujourd'hui n'existerait pas », a-t-il dit.

S'agissant d'attirer des étudiants étrangers, M. Farrell a déclaré qu'il fallait aussi tenir compte de la concurrence d'autres pays. Après la baisse observée à la suite des attentats du 11 septembre 2001, le nombre d'étudiants étrangers aux Etats-Unis s'est stabilisé ces deux dernières années à 570.000 par an, mais la tendance actuelle est à la hausse. Quant au nombre de chercheurs et d'universitaires étrangers, il atteint le chiffre record de 97.000.

Le département d'Etat dispose également dans le monde entier de centres d'information appelés EducationUSA, ainsi que d'un site Web, qui fournissent aux jeunes intéressés des conseils et des renseignements sur les possibilités d'études et d'aide financière aux États-Unis.



L'ancienne consul, Beth Payne, donnant des explications sur les procédures de demande de visas

Quoi de neuf sur le site de l'ambassade ?

L'ambassade des Etats-Unis vous souhaite la bienvenue à sa nouvelle page web, version anglaise, logée dorénavant à l'adresse <http://dakar.usembassy.gov>. Vous y trouverez toutes les informations relatives aux activités de la mission diplomatique américaine au Sénégal, aux différentes politiques américaines et aux affaires consulaires. La version française de cette nouvelle page web sera bientôt disponible ; pour l'instant il vous suffit juste de cliquer sur l'onglet « français » pour accéder à la page habituelle.



Panorama

Directeur de la publication : Chad CUMMINS

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Angelita MENDY

Conception - Réalisation : POLYKROME

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 823 81 24 • Fax: (221) 822 23 45

<http://dakar.usembassy.gov>

